Namur, septembre 2023

 Monsieur David Clarinval

Ministre des Classes moyennes, des Indépendants, des PME et de l’Agriculture

 Rue des Petits Carmes, 15 - 6ème étage
 1000 BRUXELLES

**Objet : Opposez-vous au renouvellement accéléré du glyphosate**

Monsieur le Ministre,

Je soussigné·e, …………………………………………………………….………………………………………………………………………
résidant à …………………………………………………………………………………………………………………………………………………….

ai été alerté·e par Nature et Progrès à propos de la **procédure accélérée** de la Commission européenne **visant à faire approuver dans l’urgence** par les Etats Membres, le renouvellement de l’autorisation du glyphosate, selon des manœuvres expéditives et contraires aux procédures démocratiques européennes (délais non respectés, documents complets d’évaluation d’impact non communiqués en temps utile, absence de transparence, etc).

Outre les problèmes de procédure, les problèmes **de toxicité du glyphosate sur la santé et l’environnement** sont minimisés voire balayés par les autorités européennes, qui continuent à prôner le renouvellement du glyphosate. Reconnu comme **probablement cancérigène** par des institutions indépendantes, le glyphosate devrait être classé comme tel par les autorités européennes qui s’y refusent. Également, **le caractère neurotoxique du glyphosate avéré** sur les animaux et les humains (Parkinson, autisme, …etc) n’est pas pris en compte par les autorités européennes qui n’ont pas exigé d’étude de neurotoxicité développementale dans le dossier de renouvellement. Enfin, une multitude d’études d’impact fait état des effets néfastes du glyphosate **sur le microbiome, sur les espèces non ciblées, sur la biodiversité, sur l’eau et de façon générale sur l’environnement**, dont les autorités européennes nient la portée. **Pourtant, des alternatives au glyphosate existent !**

Au vu des profondes inquiétudes ci-dessus, je vous demande instamment de :

1. ***Rejeter la tentative actuelle de la Commission européenne*** de procéder dans l’urgence au renouvellement du glyphosate, sans donner aux parties prenantes le temps d’examiner tous les documents d’évaluation utiles et de ***voter contre la proposition*** qui sera soumise prochainement par la Commission européenne.
2. ***Donner la priorité à la santé publique et à la protection de l’environnement*** plutôt qu’aux intérêts commerciaux et de **prendre fermement position contre le renouvellement du glyphosate** afin de préserver le bien-être des citoyens et des écosystèmes, en respectant le principe de précaution et en assurant un avenir plus sûr aux générations futures.

Dans l’attente de votre réponse sur la position que vous tiendrez sur le renouvellement du glyphosate au niveau européen, je vous prie, Monsieur le Ministre, de croire à l’expression de mes cordiales salutations.

*Date et Signature*